

ARABIE SAOUDITE

Craintes de torture ou de mauvais traitements Détention au secret

Abdullah al Hamid (h), ancien professeur de littérature contemporaine à l'Université de l'imam Muhammad bin Saoud, à Riyadh

Issa al Hamid (h), frère d'Abdullah al Hamid

Rima al Jareesh (f)

Muhammad al Hamli (h), mari de Rima al Jareesh

Manal al Amirni (f)

Khalid al Sawi (h), mari de Manal al Amirni

Badriya al Amirni (f)

Adil al Khaldi (h), mari de Badriya al Amirni

Hani al Fahidi (h)

Afrah al Fahidi (f)]

Ashwaq al Fahidi (f)] s œurs de Hani al Fahidi

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : MDE 23/028/2007

AU 187/07

ÉFAI

19 juillet
2007

Abdullah al Hamid, son frère Issa al Hamid, Rima al Jareesh, Manal al Amirni, Badriya al Amirni, Afrah al Fahidi et sa s œur Ashwaq al Fahidi ont été arrêtés le 19 juillet 2007. Le 16 juillet, cinq de ces personnes avaient tenu, en compagnie d'une quinzaine d'autres femmes, un mouvement de protestation contre la détention prolongée sans inculpation ni jugement de leurs proches, soupçonnés d'opposition au gouvernement ou d'activités terroristes. Selon certaines informations, ces hommes et ces femmes sont détenus au secret et l'on peut craindre qu'ils soient soumis à la torture ou à d'autres formes de mauvais traitements. Amnesty International pense qu'ils ont peut-être été arrêtés uniquement pour avoir exprimé, pourtant sans violence, leurs convictions ; si cette information venait à être confirmée, l'organisation les considérerait comme des prisonniers d'opinion.

Selon les informations recueillies, les cinq femmes, Rima al Jareesh, Manal al Amirni, Badriya al Amirni, Afrah al Fahidi et Ashwaq al Fahidi, ont participé à la manifestation qui s'est tenue devant la prison d'*Al Mabahith al Amma* (Renseignements généraux) à Buraydah, dans la province de Qasim, au nord de Riyadh, la capitale. Elles ont été arrêtées par des membres d'*Al Mabahith al Amma*, un service dépendant du ministère de l'Intérieur à l'origine de nombreuses arrestations de suspects politiques. Abdullah al Hamid et son frère Issa al Hamid, des parents de Rima al Jareesh, auraient été interpellés après s'être enquis auprès des personnes qui avaient appréhendé celle-ci des raisons de son arrestation. Ils avaient également demandé qu'on leur montre le mandat d'arrêt exigé par la loi. Les manifestantes, des proches de

prisonniers politiques arrêtés entre 2003 et 2007, réclamaient que ceux-ci soient inculpés et jugés dans le cadre d'une procédure équitable, ou bien remis en liberté. Le mari de Rima al Jareesh, Muhammad al Hamli, figure au nombre de ces prisonniers. Il serait détenu sans inculpation depuis 2004 ou 2005. Abdullah al Hamid, l'un de ses proches, aurait été mandaté par sa famille pour obtenir auprès des autorités des informations sur son sort. On croit savoir que l'universitaire s'est enquis de la situation de Muhammad al Hamli auprès du ministère de l'Intérieur, mais n'a pas reçu de réponse.

Les autres prisonniers politiques dont les proches ont été interpellés sont : Khalid al Sawi, mari de Manal al Amirni, Adil al Khaldi, mari de Badriya al Amirni, et Hani al Fahidi, frère d'Afraha et Ashwaq al Fahidi.

Abdullah al Hamid fait partie d'un groupe de détracteurs du gouvernement détenus de 2004 à 2005. Ces personnes militent en faveur du droit à la liberté d'expression et du respect des droits des détenus. Aux côtés d'autres personnes, il aurait récemment lancé un appel au roi afin que celui-ci mette un terme à l'impunité dont bénéficient les représentants du ministère de l'Intérieur responsables de violations des droits humains.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les détracteurs du gouvernement et les opposants politiques présumés sont systématiquement victimes de graves violations de leurs droits, au mépris total des normes internationales relatives aux droits humains et de la législation saoudienne. Les personnes arrêtées sont souvent détenues au secret durant de longues périodes, pendant lesquelles elles risquent particulièrement d'être torturées ou maltraitées ; elles sont aussi fréquemment soumises à la détention illimitée sans inculpation ni jugement, sans pouvoir consulter un avocat ni contester devant un tribunal la légalité de leur détention. Dans certains cas, elles ne sont remises en liberté qu'après s'être engagées à ne pas révéler le motif de leur arrestation, même lorsque celui-ci a trait au seul exercice du droit à la liberté d'expression et d'association. Les procès politiques sont rares et ne sont jamais conformes aux normes internationales en matière d'équité. Les prévenus sont généralement privés de leur droit d'être officiellement représentés par un avocat et, dans de nombreux cas, leur famille et eux-mêmes ne sont pas informés de l'évolution des procédures dont ils font l'objet. Les audiences se déroulent souvent à huis clos. Ces violations des droits humains sont encore plus systématiques depuis que l'Arabie saoudite met en œuvre sa politique de «*guerre contre le terrorisme*», au mépris total des normes internationales relatives aux droits humains et de l'état de droit. Des milliers de personnes ont ainsi été arrêtées et placées en détention ces six dernières années. Amnesty International ignore combien sont actuellement privées de liberté ; une source du ministère de l'Intérieur aurait toutefois fait état d'au moins 3000 prisonniers politiques détenus sans inculpation ni jugement. Le ministère aurait également cité le chiffre de 9000 arrestations pour des motifs politiques depuis l'année 2003.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par l'arrestation d'Abdullah al Hamid, de son frère Issa al Hamid, de Rima al Jareesh, Manal al Amirni, Badriya al Amirni, Afraha al Fahidi et Ashwaq al Fahidi ;
- cherchez à obtenir l'assurance que ces hommes et ces femmes, de même que leurs proches détenus pour des raisons politiques, ne seront pas torturés et pourront, immédiatement et régulièrement par la suite, consulter un avocat, être en contact avec les membres de leur famille et bénéficier de tous les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin ;
- demandez que l'on vous précise quelles charges sont retenues contre toutes ces personnes et si des procès sont prévus ou ont eu lieu ;
- demandez la libération immédiate et sans condition de toutes les personnes privées de liberté, si elles sont détenues uniquement pour avoir demandé que soit respecté le droit des prisonniers politiques d'être jugés rapidement et de manière équitable, ou bien d'être remis en liberté ;
- dites que vous craignez qu'Abdullah al Hamid, Issa al Hamid, Rima al Jareesh, Manal al Amirni, Badriya al Amirni, Afraha al Fahidi et Ashwaq al Fahidi soient des prisonniers d'opinion, détenus uniquement pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression.

APPELS À

Chef de l'État et Président du Conseil des Ministres (Gardien des Deux Lieux Saints),
le Roi Abdallah Bin Abdul Aziz Al Saoud
King Abdallah Bin 'Abdul 'Aziz Al-Saud
The Custodian of the two Holy Mosques
Office of His Majesty the King, Royal Court, Riyadh, Arabie saoudite
Fax : (via le ministère de l'Intérieur) +966 1 403 1185

Formule d'appel :

Your Majesty, / Sire, (Votre Majesté, dans le corps du texte)

Ministre de l'Intérieur :

His Royal Highness Prince Naif bin 'Abdul 'Aziz Al-Saud
Minister of the Interior
Ministry of the Interior, P.O. Box 2933, Airport Road, Riyadh 11134, Arabie saoudite.

Fax : +966 1 403 1185

Formule d'appel :

Your Royal Highness, / Monseigneur, (Votre Altesse Royale, dans le corps du texte)

Ministre des Affaires étrangères :

His Royal Highness Prince Saud al-Faisal bin 'Abdul 'Aziz Al-Saud
Minister of Foreign Affairs
Ministry of Foreign Affairs, Nasseriya Street, Riyadh 11124, Arabie saoudite

Fax : +966 1 403 0645

Formule d'appel :

Your Royal Highness, / Monseigneur, (Votre Altesse Royale, dans le corps du texte)

COPIES À

Président de la Commission des droits humains :

Mr Turki bin Khaled Al-Sudairy
President, Human Rights Commission, PO Box 58889, Riyadh 11515
King Fahad Road, Building No.373, Riyadh, Arabie saoudite

Fax : +966 1 4612061

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Arabie saoudite dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 30 AOÛT 2007,

VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.